



Analyse de la campagne en faveur de la RIE III

Le 12 février 2017, le peuple et les cantons ont refusé nettement, à 59,1%, la réforme de l'imposition des entreprises III. Au cours des dernières semaines, les raisons de ce vote ont été examinées avec plusieurs acteurs concernés. Notre analyse montre que les explications se trouvent dans le projet lui-même, mais également dans le contexte et dans la campagne. Deux analyses indépendantes ont décerné une note globalement bonne à economiesuisse et attestent que l'organisation a fait preuve de professionnalisme dans son travail.

Le peuple et les cantons ont refusé nettement, à 59,1%, la réforme de l'imposition des entreprises III. Seuls quatre cantons (ZG, NW, TI, VD) l'ont acceptée. Même le canton de Lucerne, qui n'a pas besoin d'adapter sa fiscalité et aurait reçu un montant net se chiffrant en dizaines de millions en cas d'acceptation, a refusé cette importante réforme.

Ces dernières semaines, les raisons de la décision populaire ont été examinées dans des discussions avec des acteurs concernés. Outre une analyse interne détaillée, economiesuisse a chargé Iwan Rickenbacher, conseiller en communication et ancien secrétaire général du PDC Suisse, d'effectuer une évaluation indépendante. La campagne en ligne a également été soumise à un examen externe. Enfin, l'analyse tient compte des conclusions du Comité de pilotage, de l'enquête représentative VOTO consécutive à la votation (anciennement analyse VOX) et de remarques de tiers. Sur le plan du contenu, l'analyse a examiné l'importance et la pertinence des éléments suivants: «contexte sociopolitique», «contenu du projet soumis en votation» et «activités de

campagne».

Conclusion

Sur la base des discussions et des analyses externes, l'organisation a identifié des mesures qui seront abordées dans les semaines et mois à venir. L'analyse et les conclusions ont été discutées lors de la séance du Comité directeur du 8 mai 2017 et sont reprises dans plusieurs recommandations concrètes. Les principales conclusions sont:

- L'analyse indépendante d'Iwan Rickenbacher décerne globalement une bonne note à economiesuisse. L'association fait preuve de professionnalisme et a mené une campagne engagée. I. Rickenbacher: «Une autre campagne n'aurait vraisemblablement pas abouti à un résultat différent. Cela dit, certains points peuvent être améliorés.»
- Les nombreuses discussions ont fait apparaître que le verdict clair n'est pas le fait de la seule campagne. Le contexte et le projet ont eu un effet décisif sur le vote. Les raisons du non ne peuvent pas être attribuées à un élément ou événement donné.
- economiesuisse souhaite désormais démarrer encore plus tôt les activités d'information et de sensibilisation sur des thèmes clés pour la place économique suisse. Pour ce faire, l'association entend poursuivre et intensifier le dialogue entamé avec la population. En effet, la compréhension et la confiance réciproques ne se construisent que sur la base d'échanges réguliers. Au-delà de la défense classique des intérêts sur la scène politique à Berne, il devient toujours plus important d'écouter et d'expliquer.
- Diviser economiesuisse en deux organisations chargées l'une du lobbying et l'autre des campagnes reviendrait à faire un pas en arrière, puisque, au lieu de créer une plus-value, cela aboutirait à des structures redondantes et à des interfaces supplémentaires. I. Rickenbacher: «La responsabilité stratégique pour des activités de relations publiques axées sur le long terme et des campagnes de votation sur une durée limitée doivent être entre les mains d'un seul et même acteur. La transition d'une phase à l'autre doit être fluide».

Il convient toutefois de simplifier les structures et les procédures de l'organisation de projet afin qu'il soit possible d'effectuer des adaptations stratégiques et tactiques pendant la campagne.

Remerciements

economiesuisse tient à exprimer encore une fois ses sincères remerciements à tous ses partenaires pour leur engagement, que ce soit pendant l'élaboration du projet ou pendant la campagne de votation. Sans ce soutien, le travail de l'association faîtière serait impossible.



Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.